

Soutenance de thèse de Géraldine DUCOS le 13 décembre 2007

Thèse Intitulée « *Efficacité et coûts de transaction des contrats agri-environnementaux* »

Résumé

La demande croissante d'aménités rurales soulève de nouveaux enjeux auxquels certains acteurs des sphères privée et publique se sont attachés. Le bilan de leurs actions montre cependant que des progrès restent à réaliser dans la définition d'un instrument efficace d'internalisation de la demande. Dans cette thèse, nous avons tout d'abord étudié comment la structure des préférences des consommateurs influe sur la mobilisation des technologies capables de fournir ces aménités. A partir d'un modèle d'économie publique, nous montrons que la présence de préférences jointes soutient les jointures de production et ainsi l'agriculture multifonctionnelle. Des politiques publiques restent néanmoins nécessaires afin de corriger l'équilibre de marché. Nous nous sommes ensuite focalisés sur l'efficacité des contrats agri-environnementaux en examinant les liens entre les coûts de mise en œuvre de ces contrats et leur adoption par les agriculteurs. Concernant l'efficacité de ces contrats, de nombreux travaux se sont attachés au traitement de l'asymétrie d'information entre l'Etat et les agriculteurs. Notre approche s'en distingue par une analyse des coûts de transaction qui met en évidence l'importance de l'environnement économique de cette transaction et de l'asymétrie d'information entre les co-contractants d'une part et les tierces parties d'autre part. Pour ce faire, nous avons montré comment les coûts de transaction agissaient sur le comportement de l'agriculteur à l'aide d'un modèle micro-économique dans lequel nous avons intégré des propositions provenant de l'économie des coûts de transaction. L'analyse économétrique met en évidence le rôle significatif des coûts de transaction et leurs principaux déterminants : la spécificité des investissements, la confiance de l'agriculteur envers l'Etat, son sentiment d'incertitude vis-à-vis de l'environnement économique et institutionnel, et son niveau de formation. Ces résultats viennent appuyer notre argument initial quant à l'importance du rôle de l'asymétrie d'information entre les co-contractants et les tierces parties. Nous nous sommes ensuite interrogés sur les voies d'amélioration de la politique contractuelle actuelle. Une analyse économétrique des préférences des agriculteurs sur la forme de leur contrat offre une première exploration. Puis, en appliquant un modèle de la théorie des contrats incomplets intégrant des coûts de renégociation, nous avons décrit un mécanisme d'incitation à l'investissement par l'allocation des droits de décision entre l'Etat et l'agriculteur.